

Fusion nucléaire : la Russie envoie vers la France un aimant géant dans le cadre du programme ITER

Il s'agit de l'une des six pièces-clés dans la mise en œuvre de ce programme, un grand projet scientifique international auquel la Russie prend toujours part, malgré les sanctions internationales imposées après l'invasion de l'Ukraine.

Le Monde avec AFP

Publié aujourd'hui à 08h38, mis à jour à 08h39



L'aimant, de 9 mètres de diamètre pour 200 tonnes, lors de son assemblage à Saint-Petersbourg, en septembre 2020. HANDOUT / AFP

La Russie a envoyé vers la France, mardi 1^{er} novembre, un des six aimants géants prévus pour mettre en œuvre le programme ITER sur la fusion nucléaire, l'un des grands projets scientifiques internationaux auquel Moscou participe toujours malgré les sanctions.

Le bateau transportant la « *bobine de champ poloidal* » fabriquée en Russie, sous la direction de l'agence atomique Rosatom, a pris le large à Saint-Petersbourg (nord-ouest), ont constaté des journalistes de l'Agence France-Presse (AFP). L'imposant aimant de 9 mètres de diamètre pour 200 tonnes a été emballé pour un trajet qui doit durer une quinzaine de jours et passer par Amsterdam avant d'atteindre Marseille.

Cette bobine, en forme d'anneau, doit former la partie haute de la structure du « tokamak », cette machine expérimentale en construction dans le sud de la France qui vise à maîtriser la production d'énergie à partir de la fusion de l'hydrogène, comme au cœur du Soleil.

« Sans la bobine PF1, le tokamak ne peut pas fonctionner », a résumé Leonid Khimchenko, directeur adjoint pour les questions techniques au Centre ITER en Russie, qui se félicite de cette réalisation « *unique* » après plus de huit ans de travail. Sur les six bobines prévues avant la première production de plasma espérée en 2026, quatre sont réalisées en Europe de l'Ouest et une autre a été construite en Chine, sous responsabilité européenne.

« Nous sommes tous une seule famille »



L'aimant, chargé le 1er novembre 2022 sur une barge à Saint-Pétersbourg. OLGA MALTSEVA / AFP

L'imposante pièce russe devait partir en mai, mais les interdictions faites aux bateaux russes de s'amarrer dans un port européen, en raison des sanctions liées à son agression militaire en Ukraine, ont retardé son départ. Pas question pour autant pour la Russie de ne pas « *remplir ses obligations* » dans cet important projet international, a fait valoir Viatcheslav Perchoukov, représentant spécial de Rosatom pour les projets internationaux, selon qui « *les événements actuels n'ont guère affecté l'avancée du projet* ».

Dans la foulée de son intervention militaire en Ukraine, la Russie a pourtant annoncé [se retirer « après 2024 » de la Station spatiale internationale \(ISS\)](#), autre projet-phare de coopération scientifique entre les Occidentaux et les Russes. Mais à ce stade, aucune décision semblable n'a été prise pour ITER.

« *Tout le monde serait perdant* » en cas de retrait ou d'exclusion de la Russie, a affirmé à l'AFP Andreï Mednikov, chargé de la maîtrise d'œuvre de la bobine. « *Nous sommes tous une seule famille. (...) Il n'y a pas de concurrence, rien* », a encore appuyé M. Khimchenko, alors que Moscou et les Occidentaux, alliés de Kiev, s'affrontent autour de l'Ukraine depuis fin février.

Aux côtés de l'Union européenne, du Royaume-Uni, de la Suisse, des Etats-Unis, de l'Inde, du Japon, de la Corée du Sud et de la Chine, la Russie participe à hauteur de 9,1 % du coût de production de l'installation. Fruit d'une coopération scientifique entre trente-cinq pays, l'idée du projet ITER est née à l'issue d'un sommet entre le président américain Ronald Reagan et le dirigeant soviétique Mikhaïl Gorbatchev en 1985.